



KPMG S.A.
Rue de la Terre Victoria
Parc Edonia
35768 Saint Grégoire

Association Saint-Joseph de Préville

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association Saint-Joseph de Préville
22 boulevard Marbeuf - 35000 RENNES

Ce rapport contient 18 pages
Référence : ALP/CLRM 303

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
Rue de la Terre Victoria
Parc Edonia
35768 Saint Grégoire

Association Saint-Joseph de Préville

22 boulevard Marbeuf - 35000 RENNES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Saint-Joseph de Préville,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Saint-Joseph de Préville relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Grégoire, le 30 avril 2025

KPMG S.A.



30/04/2025 19:29

Signé par **Antoine Le Penven**

Antoine Le Penven
Associé

BILAN ACTIF
EXERCICE 2024

ACTIF	2024			2023
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
Capital souscrit - non appelé	0		0	0
ACTIF IMMOBILISE (a)				
Immobilisations incorporelles:				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0	0	0	0
Fonds commercial (1)	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations corporelles:				
Terrains	160 100	0	160 100	160 100
Constructions	3 496 881	2 485 532	1 011 349	1 062 211
Installations techniques, matériels, et outillage industriels	501 278	500 793	485	1 086
Autres	357 674	251 113	106 561	93 630
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations financières (2):				
Participations (b)	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	2 912	0	2 912	5 546
Autres	236	0	236	236
Total I	4 519 082	3 237 439	1 281 643	1 322 811
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (a):				
Matières premières et autres approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production [biens et services] (c)	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	6 256	0	6 256	5 964
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	313
Créances (3):				
Créances clients (a) et comptes rattachés (d)	50 135	6 240	43 895	41 615
Autres	51 908	0	51 908	84 538
Capital souscrit - appelé, non versé	0	0	0	0
Valeurs mobilières de placement (e):				
Actions propres	0	0	0	0
Autres titres	0	0	0	0
Instruments de trésorerie	0	0	0	0
Disponibilités	1 400 797	0	1 400 797	997 760
Charges constatées d'avance (3)	104 347	0	104 347	107 123
Total II	1 613 443	6 240	1 607 203	1 237 313
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0	0	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0		0	0
Ecart de conversion Actif (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 132 525	3 243 679	2 888 846	2 560 122
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à moins d'un an (brut)				

**BILAN PASSIF
EXERCICE 2024**

PASSIF	2024	2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	-	
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves	4 360	4 360
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	4 360	4 360
Report à nouveau	2 090 709	1 857 141
Excédent ou déficit de l'exercice	87 531	233 568
Situation nette (sous total)	2 182 601	2 095 068
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	43 453	42 296
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	2 226 053	2 137 365
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	-	-
PROVISIONS	18 526	14 626
Provisions pour risques		-
Provisions pour charges	18 526	14 626
Total III	18 526	14 626
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	-	-
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	250 000	-
Emprunts et dettes financières diverses	40 937	40 930
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	84 407	117 270
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	146 864	122 662
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 977	6 120
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	117 081	121 149
Total IV	644 267	408 131
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	2 888 846	2 560 122

COMPTE DE RESULTAT - EXERCICE 2024					
RESIDENCE PREVILLE		Exercice N			Exercice N-1
		France	Exportation	TOTAL	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de Marchandises				
	Production Biens	2 970		2 970	3 066
	Production Services	1 428 795		1 428 795	1 482 519
	Chiffres d'affaires nets	1 431 765		1 431 765	1 485 585
	Production stockée				
	Reprise sur amortissements et provisions			2 965	3 233
	Transferts de charges (I) (II)			8 626	4 042
	Autres Produits			48 510	50 016
	Total des produits d'exploitation (2) (I)			1 491 866	1 542 876
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
	Variation de stocks (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements			558	1 038
	Variation de stocks (matières premières et autres appros)			0	0
	Autres achats et charges externes			600 734	557 602
	Impôts, taxes et versements assimilés			28 734	24 868
	Salaires et traitements			527 106	483 328
	Charges sociales			211 623	198 455
	Dotations d'exploitation	Dotations aux amortissements		76 860	75 856
		Dotations aux provisions			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		3 544	6 245
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		0	0
	Autres charges			15 254	19 272
	Total des charges d'exploitation (4) (II)			1 464 413	1 366 664
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)				27 453	176 212
opérations en commun	Bénéfice transféré ou perte transférée (III)				
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières			20 562	3 819
	Autres intérêts et produits assimilés			0	0
	Reprises sur provisions et transferts de charges				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers (V)			20 562	3 819
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilés			0	0
	Charges nettes sur cession valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières (VI)			0	0
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)				20 562	3 819
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				48 015	180 031
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			30 615	44 192
	Produits exceptionnels sur opérations en capital			11 350	11 262
	Reprises sur provisions et transferts de charges				
	Total des produits exceptionnels (VII)			41 965	55 454
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			2 447	1 917
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
	Total des charges exceptionnelles (VII)			2 447	1 917
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL(VII-VIII)				39 518	53 537
Participation des salariés aux resultats de l'entreprise (IX)					
Impôts sur les bénéfices (X)					
TOTAL DES PRODUITS (I+II+V+VII)				1 554 393	1 602 149
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)				1 466 860	1 368 581
4 - BENEFICE OU PERTE (Total des produits-Total des charges)				87 531	233 568



Chapitre 1 Principes et méthodes comptables

1.1.1 Principes et conventions générales

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

Un nouvel emprunt a été contracté en cette fin d'exercice d'un montant de 250 000 € auprès de France Active Bretagne de façon à verser le 1^{er} loyer capitalisé du projet ESTRIADE (début 2025).

1.1.3 Faits caractéristiques post-cloture

En ce début d'année, les faits marquants concernent principalement le lancement des travaux de construction de la nouvelle Résidence Habitat L'Estrade, située au 77 boulevard Volclair.

Conformément aux résolutions adoptées lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 décembre 2024, le bail emphytéotique « inversé » avec Espacil Habitat a été signé le 7 janvier 2025 à l'Étude LEXONOT, en présence de notre notaire, Maître X.R. Bourges. La veille, un acompte de 713 384 euros a été versé pour couvrir la première échéance du loyer capitalisé. Le solde, d'un montant de 400 000 euros, a été réglé en mars 2025.

Le financement de ce premier loyer capitalisé repose sur deux emprunts : le premier, de 250 000 euros, contracté auprès de France Active en décembre 2024 ; le second, auprès du Crédit Coopératif, a été débloqué au début de l'année 2025.

En terme d'écriture comptable, ce décaissement ne viendra pas impacter les charges d'exploitation de l'exercice 2025 puisqu'il sera comptabilisé en compte de bilan (206 – Droit au bail).



Chapitre 2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

2.1.1 État de l'actif immobilisé

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	160 100			160 100
Constructions	2 542 341			2 542 341
Instal. Gales et Amgmts	954 540			954 540
Instal. Techn. Mat./Outil.	501 278			501 278
Agencements Amgmts RP	11 560	21 806		33 366
Agencements Amgmts	87 030	12 316		99 346
Matériel de transport	19 443			19 443
Mat. de bureau et Informat.	201 668	3 851		205 519
	4 477 960	37 973		4 515 933
Immobilisations financières				
Prêts	5 546		2 634	2 912
Autres	236			236
	5 782		2 634	3 148
Total	4 483 743	37 973	2 634	4 519 082



2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	1 498 941	47 415		1 546 357
Instal. Gales et Amgmts	935 729	3 446		939 175
Instal. Techn. Mat./Outil.	500 192	601		500 793
Agencements Amgmts RP	3 898	2 198		6 096
Agencements Amgmts HEOL	20 641	13 313		33 954
Matériel de transport	16 154	709		16 863
Mat. de bureau et Informat.	185 378	8 823		194 201
	3 160 933	76 505		3 237 439
Immobilisations financières				
Total	3 160 933	76 505		3 237 439

- Durée des amortissements pratiqués
 - Bâtiments et constructions : 50
 - Agencements immobiliers : 3 à 10 ans
 - Matériels et outillages : 3 à 10 ans
 - Matériel de transport : 10 ans
 - Matériel et mobilier de bureau : 3 à 10 ans
- Le mode d'amortissements utilisé : linéaire



3.1 Tableau des dépréciations de l'Actif

Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	9 205		2 965	6 240
Immobilisations financières				
Total	9 205		2 965	6 240

3.1.1 Provision pour dépréciation des créances douteuses

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les dépréciations de créances douteuses sont appréciées par le service comptabilité et la direction au cas par cas en fonction de l'estimation du risque de non encaissement des créances clients.



Libellé	Solde au début de l'exercice	Affectation résultat et retraitements	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	0				0
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise					
Autres réserves	4 360				4 360
Report à nouveau	1 857 141	+ 233 568			2 090 709
Résultat de l'exercice	233 568	- 233 568	75 031		75 031
Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables par l'organisme	42 296		1 157		43 453
TOTAL	2 137 365		76 188		2 213 553

3.2 Tableau des variations des fonds associatifs

3.3 Etat des provisions

3.3.1 Provisions

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour départ en retraite	0			0
Provisions pour risques	14 626	3 900		18 526
Total	14 626	3 900		18 526

- INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

Aucun engagement retraite n'a été comptabilisé par l'association. Nous retenons que :

- L'âge moyen des salariés de l'association est de 38 ans
- Aucun salarié n'atteint l'âge de 55 ans



- En retenant un taux de turnover moyen (15%), il en ressort une probabilité très faible d'IFC à décaisser.

A partir de ces points, la provision retraite est estimée comme non significative.



3.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Le reste des dettes s'échelonnent sur moins d'un an.

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires				
Prêts	2 912		2 912	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Autres	236		236	- à 1 an au maximum à l'origine	250 000 0		151 844	98 156
Créances de l'actif circulant :				- à plus de 1 an à l'origine				
Créances Clients et Comptes rattachés	50 135	50 135		Emprunts et dettes financières divers	40 937	19 650	21 287	
Autres	51 908	51 908		Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	84 407	84 407		
Charges constatées d'avance	104 347	104 347		Dettes fiscales et sociales	146 864	146 864		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
				Autres dettes	4 977	4 977		
				Produits constatés d'avance	117 081	4 068	16 272	96 741
TOTAL	209 538	206 390	3 148	TOTAL	394 266	259 966	37 559	96 741
Prêts accordés en cours d'exercice				Emprunts souscrits en cours d'exercice	250 000			
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice				
				Caution	40 937			
				Compte congrégation	0			



CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En 2009, un bail entre l'ASJP et la Sté ESPACIL HABITAT relatif à la résidence Rémy Priolet, a été signé. Le loyer de ce bail, couvrant une période de 45 ans, a été intégralement reçu en décembre 2009 pour un montant de 183 061.61 €. Ce loyer est donc inscrit en CCA et extourné en produits chaque année pour 4 068 €.

En 2010, 160 000 € a été versé à la Sté ESPACIL HABITAT conformément à un accord. Ce montant est inscrit en CCA et est extourné chaque année soit 3 558 €.

EVALUATION CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

3.5 Compte de résultat

3.5.1 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent	
<i>Gestion propre</i>			
1 Résidences Habitat Jeunes		96 464	
2 Résidence Sociale Rémy Priolet	8 933		
Résultat de l'exercice		87 531	

3.5.2 Ventilation des produits d'exploitation

Répartition des produits d'exploitation :	
- Cotisations	4 376
- Autres produits	58 695
- Produits d'hébergements	937 017
- Subventions	491 778



	Total	1 491 866
--	--------------	-----------

3.5.3 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

<u>Produits à recevoir</u>	
Autres créances	51 908

<u>Charges à payer</u>	
Emprunts/Dettes auprès des Ets de crédit.....	250 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 405
Dettes fiscales et sociales	146 864

<u>Charges constatées d'avance</u>	
Charges d'exploitation	104 347

<u>Produits constatés d'avance</u>	
Produits d'exploitation	117 081

3.5.4 Produits et charges exceptionnelles

<u>Produits exceptionnels</u>	41 965
dont 11 350 pour quote-part Subvention d'investissement	
5 651 en trop perçu résidents	
24 961 autres produits sur ex. antérieur	

<u>Charges exceptionnelles</u>	2 447
2 447 en charge sur ex. antérieur	

3.5.5 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à l'association un travail (bénévolat, mises à dispositions de personnes), des biens (dons en nature) ou des services (mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage) à titre gratuit.

Les contributions volontaires en nature sont comptabilisées dans des comptes de classe 8.



L'Association a bénéficié cette année de contributions volontaires en nature valorisées à hauteur de 4 633 € et correspondantes aux heures de présence aux réunions Bureau, Conseil d'Administration et AG des membres.

La méthode de valorisation est la suivante : quantité d'heures effectuées x taux du SMIC en vigueur au 31/12.



Chapitre 4 Informations générales complémentaires

4.1.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 500 HT
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	4 500 HT

4.1.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie au 31/12 :

	Personnel salarié
Cadres	3
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	12
Ouvriers	
Total	15